



PRÉSIDENTIELLE 2021

# Les candidats reçoivent des soutiens



Denis Sassou N'Guesso



Mathias Dzon



Guy Brice Parfait Kolelas

A quelques jours de l'ouverture officielle de la campagne pour l'élection présidentielle du 21 mars, les candidats de l'opposition bénéficient des soutiens divers et se mobilisent pour la circonstance. Mathias Dzon, candidat de l'Alliance pour la République et la démocratie est soutenu par l'ancien candidat à la présidence en 2009, Bertin Pandi Ngouari ; pendant que Guy Brice Parfait Kolelas, candidat de l'Union des démocrates humanistes-Yuki, signe un accord de gouvernement avec Jean Jacques Serge Yhombi Opango, président du Rassemblement pour la démocratie et le développement. Déjà propulsé par la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso a été rallié par le président du Parti républicain et libéral, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes.

Pages 3-4

DÉVELOPPEMENT

## Contribution de la sécurité civile à l'essor des activités économiques



Les responsables nationaux de la sécurité civile rappelés le 27 février à Brazzaville l'apport de la sécurité civile dans la protection et la sécurisation des installations et activités économiques d'intérêt national.

Le directeur de l'organisation des secours du commandement de la sécurité civile, le colonel de police Jean-Pierre Moubié, a

« Il convient de signaler que cette approche synergique a favorisé l'organisation des exercices de simulation avec l'ASECNA et la société commune de logistique... », a-t-il déclaré. Selon lui, le commandement de la sécurité civile envisage de réaliser cette année une visite guidée de la zone économique spéciale de Maloukou pour permettre aux acteurs opérationnels de mieux cerner le cadre de protection de cet ensemble d'établissements industriels et commerciaux.

Page 6

PAIX ET SÉCURITÉ

## La CIRGL reporte sine die son sommet consacré à la RCA

Prévu le 27 février à Luanda, en Angola, le sommet de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) consacré à la paix et la sécurité en Centrafrique a été reporté sine die. Selon des sources proches de la présidence centrafricaine, le refus du pouvoir de dialoguer avec les rebelles justifierait ce report. « Il n'y aura pas de discussions avec ceux qui ne respectent pas les termes de l'accord de paix », déclarait vendredi le porte-parole de la présidence centrafricaine.

Page 7

TÉLÉPHONIE MOBILE

## Un réseau de fraudeurs démantelé à Pointe-Noire

Page 5

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

## Treize sociétés vont investir dans divers secteurs



Les membres de la commission des investissements lors de la session

Réunie le 26 février pour sa première session de l'année, la Commission nationale des investissements a examiné treize dossiers soumis par des sociétés œuvrant, entre autres, dans les secteurs de l'agro-industrie, des télécommunications, des bâtiments et travaux publics, des transports et de l'agriculture. Pour l'ensemble des dossiers, les investissements prévus par les sociétés privées soumission-

naires représentent près de 747 milliards FCFA, indique l'organe d'exécution de la politique du gouvernement en matière de promotion des investissements.

Page 4

Éditorial

## Cela Bouge

Page 2

## ÉDITORIAL

## Cela bouge

Quelques jours du lancement officiel de la campagne électorale de la présidentielle du 21 mars prochain, les choses bougent sur le plan politique. Silencieux jusque-là, le Parti républicain et libéral a donné de la voix à Kinkala, en se prononçant en faveur du candidat Denis Sassou N'Guesso.

A son tour, le candidat de l'Alliance pour la République et la démocratie, Mathias Dzon a reçu le soutien de Bertin Pandi Ngouari. Le rapprochement annoncé, entre le Rassemblement pour la démocratie et le développement et l'Union des démocrates humanistes, participe de cette effervescence électorale qui n'est sans doute qu'à ses débuts.

D'ici l'entrée en campagne effective des sept candidats en lice pourrait-on, peut-être, assister à d'autres ralliements, le temps présent étant celui durant lequel le jeu des alliances devient une évidence pour ceux qui briguent le fauteuil présidentiel.

Rdd/Udh-Yuki, cela signifie que le moment venu, le candidat Guy Brice Parfait Kolelas et le principal responsable du parti créé il y a trois décennies par le général Joachim Yhombi Opango mettront leurs énergies ensemble pour la conquête des suffrages. Face à eux se dresseront les autres candidats et leurs alliés, dans une compétition électorale majeure que l'on souhaite pacifique du début à la fin.

En tout et pour tout, que le pari de l'unité nationale soit tenu malgré les ardeurs des uns et des autres.

Les Dépêches de Brazzaville

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## La société civile envisage de déployer 1500 observateurs électoraux

La Coordination nationale des réseaux et associations de la société civile pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged) a organisé, le 26 février à Brazzaville, une session de formation des formateurs des observateurs électoraux.



Des participants/Adiac

Réunis à la Maison de la société civile, les participants à cette formation auront, à leur tour, la responsabilité de former 1500 observateurs nationaux à travers les douze départements du pays. La mission de ces derniers est d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'observation électorale dans un centre de vote couvrant en moyenne trois bureaux. Le nombre total de bureaux de vote à couvrir est de 4 500.

Selon le coordonnateur général de la Coraged, Germain Céphas Ewangui, les organisations spécialisées de la société civile disposeront des données les plus fiables possibles permettant d'apporter, de témoigner sur la crédibilité du scrutin du 21 mars prochain, auprès de l'opinion publique tant nationale qu'internationale. Ce dernier prône une élection libre, régulière, transparente, équitable et conforme aux standards internationaux en la matière.

## Mettre en place un dispositif de centralisation des informations

En effet, la Coraged entend mettre en place un mécanisme permettant de centraliser, depuis la Maison de la société civile, les informations et d'interagir avec les différents organismes en charge du processus

électoral pour, dit-elle, alerter en temps réel les éventuels dysfonctionnements qui pourraient être constatés. « Je vous exhorte au sens aigu de responsabilité, d'attachement et du strict respect des règles d'éthique et de déontologie qui se retrouvent condenser dans le code de bonne conduite que vous venez d'adopter », a invité Germain Céphas Ewangui.

Les participants ont, en effet, été formés sur les notions d'opérations de vote, notamment le déroulement du scrutin, le dépouillement et le calcul des voix obtenues par les candidats ainsi que la composition d'un bureau de vote. Soulignant la nécessité pour chaque candidat de désigner des délégués dans tous les bureaux de vote, le secrétaire général de la Coraged, Me Modeste Mbossa, a indiqué que le but ultime est d'avoir des observateurs professionnels, neutres, impartiaux et objectifs, capables de relater les faits qu'ils ont constatés et en prendre note. Ceci afin qu'un rapport soit rendu public par la coordination nationale assorti des recommandations.

« Le rôle de l'observation est de crédibiliser le scrutin, donner la confiance aux populations et confirmer ou infirmer la légitimité ou non des élus », a-t-il détaillé.

Une initiative positivement appréciée par le chef de la délégation de la mission d'évaluation préélectorale de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) au Congo, Daniel Pascal Elono. « Nous sommes heureux de venir voir comment les acteurs politiques congolais s'approprient le processus électoral dans leur pays. A ce niveau, nous sommes satisfaits du fait qu'on accorde beaucoup d'importance à la formation parce que nous voulons dans la sous-région des acteurs électoraux professionnels bien formés », a-t-il laissé entendre.

Chef de l'unité d'appui électoral de la CEEAC, il a rappelé que le rôle de cette organisation sous-régionale est d'appuyer et d'accompagner le processus électoral. Pour ce faire, elle observe, encourage et accompagne les Etats membres ainsi que tous les acteurs à jouer pleinement leur rôle avec beaucoup de professionnalisme et surtout de patriotisme afin que « l'élection ne soit pas un moment de tension, mais plutôt un moment de convivialité et de dévolution du pouvoir. »

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-  
donnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -  
Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

## PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,  
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,  
Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,  
Sylvie Addhas

## Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

## Commercial Pointe-Noire :

Mélaine Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,  
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé  
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des  
services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon  
Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet  
Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba,  
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -  
République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,  
République du Congo  
Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Le PRL soutient Denis Sassou N'Guesso

Le Parti républicain et libéral (PRL) soutient le candidat Denis Sassou N'Guesso au scrutin présidentiel du 21 mars prochain, a annoncé le 26 février à Kinkala, le président de cette formation politique Nicéphore Fylla Saint Eudes, lors d'une rencontre citoyenne.



Nicéphore Fylla Saint Eudes

« Je suis ministre du président Sassou depuis 5 ans. Je lui ai donné ma parole de travailler avec lui et il m'a gardé à ses côtés depuis 5 ans. Pensez-vous que je peux me battre contre lui ? Je refuse de porter le visage hideux de la trahison. Ainsi, au regard des défis de développement à relever dans le département du Pool, nous devons suivre le cours de l'eau, en soutenant le chef de l'Etat... », a indiqué Nicéphore Fylla Saint Eudes.

« Nous avions établi une alliance, mais nous voulons plutôt que celle-ci puisse continuer à exister afin de maintenir la paix dans le Pool. Elle a été établie grâce au président de la République de qui nous avons sollicité l'implication. Au temps chaud, j'ai vu le désarroi de la population du Pool. Sans la paix, rien ne peut exister et aucun développement ne peut être envisagé », a-t-il renchéri. Pour sa part, Chris Antoine Walembaud, coordonnateur de la Convention des partis républicains (Copar), coalition dont le PRL fait partie, a salué la décision du président du PRL. Il a souligné la nécessité pour le Pool de soutenir cette fois-ci le chef de l'Etat. « Chaque chose a son temps », a-t-il dit, ajoutant qu'à l'image d'autres départements du Congo, le Pool doit avancer. Ainsi, les cadres et ressortissants doivent avoir une autre vision futuriste de leur contrée. « S'opposer pour s'opposer ne nous emmènera nulle part. Nous l'avons fait pendant 24 ans aujourd'hui, qu'avions-nous eu de concret », s'est-il interrogé.

Dans un message commun, les sages et notables du Pool ont rassuré au président du PRL le soutien indéfectible de la population du Pool au chef de l'Etat.

Firmin Oyé

## Une mission d'observation de la CEEAC attendue à Brazzaville

En séjour de travail à Brazzaville du 24 février au 4 mars, dans le cadre de la mission d'information et d'évaluation préélectorale en prélude à l'élection présidentielle du 21 mars, le chef de la délégation, Daniel Pascal Elono, a annoncé qu'une mission d'observation de la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) est attendue à Brazzaville.



Les participants à la séance de travail/DR

Le chef de la délégation a donné l'information sur l'arrivée imminente de la mission d'observation de la CEEAC, après la séance de travail qu'il a eue avec le ministre en charge de la Justice et des Droits humains, Ange Aimé Wilfrid Bininga.

Daniel Pascal Elono a indiqué, par ailleurs, que sa délégation a eu des informations nécessaires et utiles sur le processus électoral en République du Congo au cours de cette séance de travail.

Rappelons que cette mission est conforme au mandat oc-

troyé par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC dans sa déclaration du 7 juin 2005, relative à l'appui aux Etats membres engagés dans les processus électoraux.

Au cours du séjour de travail à Brazzaville, il est prévu des séances de travail avec des institutions et administrations ci-après : le ministère des Affaires étrangères ; le ministère de la Justice ; le ministère de l'Intérieur ; la commission nationale électorale indépendante ; le conseil national du dialogue politique

; la Cour constitutionnelle ; l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique ; l'ambassade de France ; l'ambassade de Russie ; les ambassadeurs des Etats membres de la CEEAC à Brazzaville ; la délégation de l'Union européenne ; le bureau de l'Union africaine ; le programme des Nations unies pour le développement ; les partis politiques de la majorité et de l'opposition ; le conseil supérieur de la liberté de communication et les organisations de la société civile agissant dans le domaine électoral.

Roger Ngombé

## LE FAIT DU JOUR

## A charge pour les délégués

La pandémie de covid-19 pèsera nécessairement sur les mobilisations relatives à la future élection présidentielle. Il est certain que les sept candidats à ce scrutin pourront être amenés à réduire leurs tournées dans le pays en optant pour la délégation de certaines de leurs prérogatives à des équipes installées à demeure dans plusieurs localités.

La charge reviendra à ces « ambassades » de mener à bien la campagne électorale au nom de leurs champions, de veiller chacune à ce que l'argumentaire construit pour vendre ces « produits » électoraux soit le mieux angé, le mieux tourné vers les

populations cibles.

Les électeurs, on le sait, peuvent changer d'avis en fonction du discours qu'ils entendent, des attentes qui sont les leurs, quand bien même il y en a dont l'attachement au candidat pour un tas de raisons ne fait pas changer d'opinion. Ce sont des inconditionnels qui votent les yeux fermés.

Comment faire pour décider les indécis ? Comment mieux représenter son candidat dans une ville, un village où ce dernier n'a pas été vu depuis un certain temps, et où aucune référence le concernant n'est palpable ? Enfin, comment s'assurer que le discours que l'on porte pour au-

trui sera compris et accepté de ceux à qui on s'adresse ?

Autant de questions qui dessinent à peu près les contours du travail qui attend les délégués des candidats-présidents aux quatre coins du Congo. Avec plus de 5000 bureaux de vote, il faudra à chacun de la ressource humaine suffisante pour marquer sa présence partout. Là-dessus, il ne faudrait pas compter seulement sur le préjugé positif que représentent les foules agitées dans les meetings électoraux.

Etre présent partout où se joue le vote permettra de prévenir des annonces post-électorales bâties sur les soupçons de tri-

cherie qui entachent souvent les processus électoraux dans de nombreux Etats en transition démocratique en Afrique et ailleurs. Ces précautions permettent aussi de se passer des auto-proclamations de victoire qui font souvent le lit des violences post-scrutins.

Aux acteurs impliqués dans la course finale à venir de savoir raison garder. Aux délégués régionaux des différents candidats de briller par l'exemple car dans cet exercice leur crédibilité ainsi que celle du « champion » qu'ils ont décidé de soutenir est un enjeu principal. La crédibilité du Congo au double plan interne et externe est aussi à ce prix.

Gankama N'Siah

## PRÉSIDENTIELLE 2021

# Mathias Dzon reçoit le soutien de Bertin Pandi Ngouari

Candidat au scrutin présidentiel du 21 mars prochain, Mathias Dzon a, au cours d'une conférence de presse animée le 27 février à Brazzaville, dénoncé les conditions d'organisation et « la campagne électorale anticipée » du candidat de la majorité présidentielle.

Selon lui, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, candidat à sa propre succession, est en campagne électorale depuis deux mois. Mathias Dzon a également indexé le président du Conseil supérieur de la liberté de communication, Philippe Mvouo, qui assiste, d'après le candidat de l'Alliance pour la République et la démocratie (ARD), « impuissant au déferlement de la campagne électorale anticipée et illégale du candidat du pouvoir dans les médias. »

Il a également déploré la non prise en compte de ses représentants dans la composition des organes dirigeants de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI) et dans les commissions locales d'organisation des élections (Colels). « Cette exclusion de l'opposition réelle des instances d'organisation de l'élection de mars 2021 augure de mauvais présages. Comme cela a été le cas pour les commissions de révision des listes électorales, à ce jour, aucun représentant du candidat Mathias Dzon ne figure ni dans les instances dirigeantes de la CNEI, ni dans les Colels », a dénoncé le porte-parole du candidat, Elo Dacy, invitant le ministère de



Bertin Pandi Ngouari

l'Intérieur à corriger cette « injustice flagrante ».

Mathias Dzon et son équipe de campagne ont aussi exigé l'annulation pure et simple du principe du vote par anticipation des militaires. Selon eux, le fait que les noms des électeurs militaires n'ont pas été retirés de la liste électorale générale laisse libre cours au vote multiple des militaires indélébiles. « Nous demandons qu'on annule le vote militaire. S'il n'est pas annulé, nous n'en reconnaitrons pas les résultats », a annoncé Mathias Dzon.

Il a, par ailleurs, exigé la fermeture « immédiate de tous les centres occultes » de délivrance des cartes d'identité et la reprise des activités des services d'état civil officiels sur l'ensemble du

territoire national. Parlant du temps imparti, Mathias Dzon a souligné la nécessité d'organiser la Conférence des candidats ou à défaut de leurs représentants, dans les meilleurs délais. Le but étant de « lever les nombreux obstacles qui jonchent encore le chemin d'une élection libre, transparente, apaisée, équitable et honnête en mars 2021. Dans cette perspective, nous invitons instamment le président de la République à bien vouloir convoquer cette assise de la dernière

chance », a-t-il souhaité, sans envisager un probable boycott du scrutin.

Notons que cette conférence de presse a été marquée par l'annonce du soutien de Bertin Pandi-Ngouari au candidat Mathias Dzon. Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2009, Bertin Pandi-Ngouari a soutenu le général Jean-Marie Michel Mokoko en 2016. L'autre temps fort a été la publication des listes des membres de la direction nationale et des directions départementales de campagne du candidat de l'ARD. La direction nationale est présidée par Henri Boukoulou, secondé par Elo Dacy, en sa qualité de directeur national adjoint, porte-parole du candidat.

**Parfait Wilfried Douniama**

## Le RDD signe un accord de gouvernement avec l'UDH-Yuki

Le président du Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD), Jean-Jacques Serge Yhombi-Opango, a signé le 27 février à Brazzaville un accord de gouvernement avec le président de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), Guy Brice Parfait Kolélas.

« Nous avons discuté ensemble sur différentes questions avant de signer cet accord. Notre alliance actuelle s'inscrit logiquement dans ce registre, celui du combat pour l'alternance démocratique, libre, transparente et apaisée », a déclaré Jean-Jacques Serge Yhombi-Opango.

Il faut rappeler que la veille de cette signature, le bureau exécutif national du RDD s'est réuni en session ordinaire sur la question du choix du candidat à soutenir.

Dans un communiqué remis à la presse, celui-ci

souligne « qu'après une analyse profonde de la situation politique du pays, et bien que ne présentant pas de candidat à l'élection présidentielle de mars 2021, le bureau exécutif national a estimé irresponsable de ne pas soutenir un candidat de notre plateforme politique ».

Selon le même document, en fonction des contacts établis avec certains candidats, le bureau exécutif national du RDD a retenu le candidat Guy Brice Parfait Kolélas et validé le projet d'accord de gouvernement entre l'UDH-Yuki et le RDD. Aussi le secrétariat du bureau exécutif national du RDD a été instruit de créer des conditions idoines pour la réalisation dudit accord.

La signature de cet accord a coïncidé avec la rencontre citoyenne du président de l'UDH-Yuki Guy Brice Parfait Kolélas avec les militants de son parti. « Je les ai rencontrés aujourd'hui pour leur dire ce qu'ils doivent faire pour la sécurisation des résultats bureau de vote par bureau de vote », a-t-il indiqué.

Dans un document intitulé « Cahier sur la sécurisation des bureaux de vote et le canevas de la campagne électorale de l'UDH-Yuki » distribué aux militants de ce parti, le candidat Guy Brice Parfait a expliqué la manière dont il va s'y prendre pour sauver le pays.

**J.J.K.**



Jacques Serge Yhombi-Opango

## INVESTISSEMENTS

## Treize sociétés vont injecter 747 milliards FCFA dans l'économie nationale

La Commission nationale des investissements a accordé le 26 février à Brazzaville les titres d'agrément à treize entreprises privées au cours de sa première session annuelle.

Pour cette première session de l'année 2021, la commission a examiné au total treize dossiers de candidatures dont dix nouveaux et un seul en réexamen. Au terme des travaux, elle a accordé des agréments définitifs à huit sociétés et cinq autres sous réserve, en attendant qu'elles complètent quelques pièces qui manquent.

Ces sociétés veulent investir dans des secteurs d'activités porteurs de croissance tels que l'agro-industrie, l'industrie, les transports, l'agriculture, les télécommunications, les bâtiments et travaux publics et dans le domaine des services. Elles représentent, selon la commission, un investissement global de 747 milliards FCFA et pourront générer plus de 6066 emplois directs.

Pour le président de la Commission nationale des investissements, Jean Raymond Dirat, il s'agit d'une opportunité à saisir, au moment

où le pays subit une crise économique profonde. Il s'est engagé à suivre de plus près l'aboutissement heureux de ces investissements qui intègrent le cadre de la diversification de l'économie nationale. « A travers cette démarche, le gouvernement encourage les investisseurs. Nous sommes prêts à suivre car nous tenons à ce que ces investissements se réalisent », a indiqué Jean Raymond Dirat.

Lors de la dernière session tenue en décembre dernier, la commission avait examiné onze dossiers de candidatures. Dix d'entre eux avaient été agréés pour un coût d'investissement de 120 milliards 477 millions FCFA.

Ayant acquis leurs agréments, ces sociétés devraient bénéficier des allègements et avantages particuliers de la part de l'Etat congolais conformément à la charte des investissements. Les privilèges y af-

férents portent, entre autres, sur la réduction des droits de douane, de la taxe sur le bénéfice et bien d'autres faveurs fiscales. En contrepartie, les entreprises doivent recruter prioritairement le personnel congolais, puis l'immatriculer à la sécurité sociale. Suivant la charte des investissements, elles doivent transformer la matière première sur le sol congolais afin de soutenir l'économie.

Signalons que la Commission nationale des investissements est un organe d'exécution de la politique du gouvernement en matière de promotion des investissements. Elle compte une vingtaine de membres permanents, issus de diverses administrations publiques et privées, ainsi que de quelques institutions. Sa mission principale est d'examiner les demandes d'agrément sollicitées par les entreprises.

**Firmin Oyé**

## Le PCT forme ses communicateurs

Prélude à l'ouverture de la campagne en vue de l'élection présidentielle de mars prochain, le Parti congolais du travail (Pct) a organisé, le 26 février à Brazzaville, le premier séminaire de formation des communicateurs des organes intermédiaires élargi aux Hashtags.

Le secrétaire permanent à la communication du PCT, Parfait Romuald Iloki, a souligné qu'il s'agit de doter les communicateurs du parti des éléments de langage essentiels d'une communication offensive, persuasive, dissuasive et mobilisatrice, appuyée sur des supports et canaux efficaces susceptibles d'atteindre tous les objectifs escomptés. « L'objectif premier de notre séminaire est d'aiguiser nos plumes pour les rendre non point tranchantes mais plus alertes, plus dynamiques, plus responsables et plus prospectives », a-t-il dit.

Ouvert sous le thème « Une communication contextuelle pour une victoire éclatante avec Denis Sassou N'Guesso », ce séminaire avait aussi pour sous-thèmes « La communication internet et pratique des réseaux sociaux »; « La veille informationnelle et communication électorale » animés respectivement par Driss Bossoto et Patrick Itoua Ndinga.

En l'espace d'une dizaine d'années la communication digitale s'est imposée comme une référence dans la gamme d'outils et moyens de communications utilisée par les entreprises et institutions.

«... notre avenir proche en termes d'objectif, c'est bien la réélection de notre candidat à l'élection présidentielle du 21 mars. Nous devons répondre aux injures toujours par l'information. Répondre aux quolibets encore par l'information. Même entre nous, surtout en ces temps qui nécessitent une vraie cohésion. La communication n'a de sens que si elle s'accompagne de la compréhension de ses enjeux », a indiqué Patrick Itoua Ndinga.

**Jean Jacques Koubemba**

## TÉLÉPHONIE MOBILE

# Un réseau de fraudeurs démantelé à Pointe-Noire

Des équipements véreux installés par un sujet de nationalité égyptienne ont été récemment découverts par les services de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce), dans une auberge à Pointe-Noire.

L'Égyptien de 38 ans a été pris la main dans le sac grâce au concours de la gendarmerie de Pointe-Noire. Une Sim Box d'une capacité de 128 Sim, 57 Sim MTN et 71 Sim Airtel en utilisation, en plus de 88 Sim MTN en réserve, des cartes de recharge et un générateur électrique ont été trouvés dans cette pièce où s'opérait depuis des mois des appels internationaux frauduleux. « Le fraudeur très équipé pour déjouer nos initiatives d'enquête a fait preuve de beaucoup d'expérience. C'est au bout de plus d'un mois que nous avons pu détecter, avec une meilleure précision, sa localisation, pour diligenter son arrestation avec le concours des services de gendarmerie, que nous remercions pour leur collaboration », a indiqué Benjamin Mouandza, directeur des réseaux et ressources de communications électroniques de l'Arpce.

C'est grâce aux équipements modernes dont dispose le régulateur que les opérations de démantèlement des réseaux véreux sont effectuées. « Ces appareils pour lesquels l'Arpce a investi des moyens colossaux s'adaptent

non seulement aux nouvelles technologies utilisées par les opérateurs de téléphonie, mais nous permettent aussi de détecter, au mètre près, la localisation d'un réseau frauduleux », a précisé Benjamin Mouandza.

Les opérations de démantèlement, a-t-il poursuivi, rentrent dans le cadre du travail ordinaire de l'Arpce, qui a pour entre autres missions de protéger et garantir à la fois les intérêts de l'Etat, des usagers mais aussi des opérateurs. « Dans le cas d'espèce, les victimes sont à la fois l'Etat, les opérateurs et les abonnés », a-t-il renchéri.

Si le régulateur s'investit efficacement à endiguer ce genre de fraudes, c'est parce qu'elles entraînent des manques à gagner qui se chiffrent en millions de francs CFA, privant ainsi l'Etat d'une part importante de la taxe sur le trafic international entrant et les opérateurs d'une partie de leur revenu sur le trafic international entrant.

Ces fraudes sont également à l'origine de la mauvaise qualité des communications. Elles font que parfois les abonnés reçoivent un appel international avec un préfixe



Le fraudeur devant les équipements installés sans autorisation

des numéros locaux.

Lorsqu'un appel international tombe sur un réseau local, en effet, le carrier (le transporteur d'appel) paye un droit à l'opérateur local, qui termine cet appel. « Les fraudeurs, à l'aide des appareils appropriés, détournent ce trafic international entrant via l'internet, le réinjectent dans les réseaux locaux en utilisant des Sim Box. L'opérateur auquel est abonné le destinataire dudit appel le traite comme un appel local. Ce qui fait que le dû à verser à l'opérateur par le transporteur d'appel est capté par les fraudeurs », explique une note de l'Arpce.

Le chef de l'antenne départementale de l'Arpce à Pointe-Noire, Augustin Ngoma, estime que le manque d'identification préalable de l'abonné pendant la commercialisation de la carte Sim peut contribuer énormément à la fraude téléphonique. « Nous avons récupéré au total 216 cartes Sim activées auprès de ce fraudeur et nous devons à présent nous assurer qu'elles ont été identifiées ou pas », a-t-il souligné.

Quentin Loubou

## PROTECTION DE LA NATURE

# Le Congo lance le projet Biodev 2030

La ministre du Tourisme et de l'Environnement, Arlette Soudan-Nonault, coordonnatrice technique de la commission climat du bassin du Congo, a lancé le 24 février à Brazzaville le projet Biodev 2030 visant à intégrer la biodiversité au développement dans les pays pilotes.

Il s'agit d'un projet de « facilitation d'engagements pour la biodiversité » qui entend porter au gouvernement de chacun des pays cibles (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Congo, , Ethiopie, Gabon, Guinée, Guyane, Kenya, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Sénégal, Tunisie, Vietnam) les moyens d'identifier et d'engager conjointement avec le secteur privé et la société civile, des mutations profondes dans les secteurs de l'économie ayant une incidence stratégique sur le développement et sur la biodiversité.

Dans son mot introductif, le Dr Jean Bakouma, directeur à la conservation du bassin du Congo, a fait savoir que le projet Biodev 2030 donne l'occasion de comprendre comment est-ce que les activités économiques impactent la riche biodiversité de la forêt congolaise ; et quelles sont les mesures qu'on peut prendre pour en atténuer les effets ou mieux inverser la course ?

Pour sa part, la ministre du Tourisme et de l'Environnement a indiqué que la République du Congo dispose d'un capital naturel riche et varié qui fait non seulement sa fierté, mais qui lui confère aussi toute sa place dans les enjeux internationaux liés notamment à la lutte contre l'érosion de la biodiversité et les changements climatiques. C'est pourquoi depuis plusieurs années le Congo n'a cessé de fournir des efforts afin de gérer durablement ses ressources natu-



Les participants posant à l'issue de la cérémonie du lancement du projet (crédit photo/Adiac)

relles en se dotant de cadres légaux et réglementaires adéquats et en adhérant à plusieurs initiatives régionales et internationales.

Pour la coordonnatrice technique de la commission climat du bassin du Congo, la lettre d'intention signée par le chef de l'État en septembre 2019 à Paris avec son homologue français, Emmanuel Macron, dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale, illustre cet engagement au plus haut niveau. « Nous pouvons à ce jour mesurer le chemin parcouru dans la gestion durable de nos écosystèmes forestiers. Nous avons ainsi créé dix-sept aires protégées qui couvrent

13% du territoire national et qui sont autant de sanctuaires pour notre diversité biologique. Le taux de déforestation dans notre pays demeure parmi les plus faibles au monde, ce qui nous place dans la catégorie des pays à fort couvert forestier et à faible taux de déforestation », a-t-elle déclaré.

Poursuivant son allocution, la coordonnatrice technique de la commission climat du bassin du Congo, a souligné que la loi sur la protection de l'environnement, qui exige des porteurs de projets de réaliser des études d'impact environnemental et social préalablement au lancement de tout projet de dé-

veloppement, a permis à la République du Congo de minimiser les incidences sur l'environnement.

## Un projet de facilitation d'engagements pour la biodiversité

A l'heure où la diversité biologique connaît un déclin sans précédent à travers le monde, la République du Congo qui a adhéré à la convention sur la diversité biologique peut se réjouir des résultats obtenus. Même si dans ce domaine où rien n'est jamais acquis, il convient de demeurer en permanence vigilants. Aussi, la dégradation de la nature représente un risque économique et financier majeur. D'ici 2050, la dégradation des terres,

d'ores et déjà très avancée, pourrait réduire de 10% les rendements agricoles en moyenne dans le monde, et jusqu'à 50% dans certaines régions, a-t-elle fait savoir.

A l'inverse, protéger la biodiversité et les écosystèmes présente de nombreuses opportunités notamment en Afrique où 62% des populations rurales dépendent directement des écosystèmes et des biens et services environnementaux qu'ils fournissent. La préservation de la biodiversité et la lutte contre la pauvreté, dans leur acception multidimensionnelle, vont ainsi de pair.

Ainsi donc, la gestion non rationnelle des ressources issues de la nature génère des situations d'instabilité et d'insécurité, facteurs majeurs de pauvreté et de déplacements des populations, a indiqué la ministre. D'où, il est dès lors crucial et urgent de stabiliser puis d'inverser le déclin de la biodiversité à toutes les échelles nationales et internationales. C'est donc, dans cette perspective qu'est né le projet Biodev 2030.

Notons que l'Agence française de développement en partenariat avec le Fonds mondial pour la protection de la nature a décidé d'accompagner le Congo dans la construction d'engagements volontaires sur la biodiversité, à travers l'étude des moteurs de l'érosion de la biodiversité, afin de construire des trajectoires de développement durable post-2020.

Bruno Okokana

## DÉVELOPPEMENT

# La sécurité civile contribue à l'essor des activités économiques nationales

Le directeur de l'organisation des secours, le colonel de police Jean-Pierre Moubié, a rappelé le 27 février à Brazzaville l'apport de la sécurité civile dans la protection et la sécurisation des installations et activités économiques d'intérêt national.

S'adressant dans le cadre de la journée mondiale de la protection civile, il a indiqué que le Congo n'a pas attendu l'annonce de ce thème par l'Organisation internationale de la protection civile (OIPC) pour promouvoir une politique de prévention des risques de catastrophes, notamment à travers son organe d'exécution, le commandement de la sécurité civile.

Cette volonté se traduit, entre autres, par l'organisation courante des visites de

prévention dans les structures économiques à fort potentiel de risques où les services assermentés de la sécurité civile procèdent à l'évaluation du dispositif anti-incendie et prescrivent les recommandations nécessaires y afférentes.

De même, a dit le colonel Jean-Pierre Moubié, de nombreuses sociétés sollicitent leur expertise dans le cadre des formations liées à la santé, la sécurité au travail, prenant ainsi en compte les risques pouvant survenir

en milieu professionnel notamment le développement des partenariats avec certains établissements publics et privés d'intérêt économique à travers des accords. « *Il convient de signaler que cette approche synergique a favorisé l'organisation des exercices de simulation avec l'ASECNA et la société commune de logistique (SCLOG)...* », a-t-il déclaré. Selon lui, le commandement de la sécurité civile envisage de réaliser cette année une visite gui-

dée de la zone économique spéciale de Maloukou, pour permettre aux acteurs opérationnels de mieux cerner le cadre de protection de cet ensemble d'établissements industriels et commerciaux. Il est également prévu l'organisation des rencontres d'échanges avec les responsables des entreprises affiliées aux chambres de commerce des villes de Brazzaville et Pointe-Noire, ainsi que la coordination technique près le ministère des grands travaux.

Notons que le 1<sup>er</sup> mars de chaque année, les structures nationales de protection/défense/sécurité civile ou protection civile des Etats membres de l'Organisation internationale de la protection civile (OIPC), célèbrent la journée mondiale de la protection civile à travers un thème annuel adopté par l'assemblée générale. Pour cette année 2021, le thème est : « Une forte protection civile pour préserver l'économie nationale ».

Guillaume Ondze

## EDUCATION

## Un partenariat pour consolider l'enseignement à distance

Les ministres de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, de la Communication et des Médias, Thierry Mougalla, des Postes et Télécommunications Léon juste Ibombo ont signé, le 25 février à Brazzaville, avec la représentante de l'Unesco au Congo Fatoumata Marega, une déclaration permettant aux élèves d'apprendre à distance par rapport à l'impact de la covid-19 sur le système éducatif.



Les partenaires impliqués dans la facilitation de l'enseignement à distance

Le protocole de facilitation de l'enseignement à distance qui vient d'être signé va atteindre plus d'un million d'apprenants, selon le spécialiste du programme éducatif de l'Unesco, Jean Bosco. Selon lui, l'initiative vise à renforcer la résilience du système éducatif face aux catastrophes naturelles ou épidémies comme c'est le cas de la Covid-19, de sorte que la riposte ne se fasse plus attendre face à ce genre de situations.

« *Il y a des actions qui sont déjà menées pour la réalisation de cette facilitation, notamment l'acquisition des équipements audiovisuels et informatiques pour renforcer les capacités de digitalisation et de diffusion des cours élaborés* », a indiqué Jean Bosco. L'on note également le partenariat stratégique non seulement avec la télévision nationale, mais aussi avec d'autres médias audiovisuels évoluant dans le secteur privé qui, dès la semaine prochaine, commenceront à diffuser les contenus pédagogiques digitalisés.

Pour sa part, le ministre en charge des Postes et Télécommunications, Léon Juste Ibombo, a assuré que tous les acteurs impliqués dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication mettront la main à la pâte pour assurer l'enseignement à distance.

L'Unesco a salué les efforts consentis par le Congo, afin d'assurer la continuité pédagogique à travers le programme « Ecole à domicile » qui consistait à diffuser les cours par les médias pour faire vivre le système éducatif en la protégeant de la pandémie pendant la période de confinement. La déclaration de facilitation de l'enseignement à distance qui vient d'être signée est un appui pour la consolidation de ce qui avait déjà été amorcé.

Rominique Makaya

## ALLOCATION COVID-19

## Le paiement de plus de 7000 ménages en cours dans les Plateaux

La ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Antoinette Dinga-Dzondo, a lancé l'opération de paiement des allocations Covid-19 dans le département des Plateaux le 26 février à Djambala.



Lancement des paiements des allocations Covid-19 à Djambala

2172 ménages dont 1361 en détresse sociale, personnes vivant avec handicap, autochtones y compris, perçoivent les allocations à Djambala, chef lieu du département des Plateaux. « *Nous pensions que la promesse faite par le gouvernement n'allait plus être tenue, l'attente a tellement été longue. Aujourd'hui, je suis satisfait de percevoir cette allocation qui me permettra de réaliser une petite activité lucrative pour rattraper le retard accusé lors du confinement lié à la Covid-19* », a indiqué Ferdinand Ipara un des bénéficiaires.

Le préfet des Plateaux, Al-

phonsine Ompangana, a abondé dans le même sens en soulignant que le paiement lancé vient dissiper les inquiétudes des populations vulnérables et pauvres qui, selon elles, voient leurs peines tant soit peu soulagées. Le maire de Djambala, Emmanuel Mpio, a, quant à lui, salué l'aboutissement de cette initiative qui intègre le plan national de riposte à la Covid-19. Selon le coordonnateur du projet Lisungi, Alfred Constant Kiakouama, en charge d'exécution de ces opérations, il y a des ménages qui doivent attendre avant de passer au guichet, le temps de compléter les

informations qui manquent de précision dans leurs dossiers. Le maire de la ville a cinq jours pour boucler le travail. Pour sa part, la ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire a appelé les bénéficiaires à la vigilance pour ne pas céder aux arnaqueurs qui envoient des messages téléphoniques promettant des facilités, une manière de les escroquer. Dans le département des Plateaux, après Djambala, Antoinette Dinga-Dzondo mettra le cap sur Gamboma et Ngo le 1<sup>er</sup> mars. Ces localités ont respectivement 3115 et 2077 bénéficiaires.

R.M.

## COVID-19

## La Chine approuve deux nouveaux vaccins nationaux

Les autorités sanitaires chinoises ont approuvé deux nouveaux vaccins fabriqués par des sociétés nationales pour une utilisation publique.

Ces vaccins, fabriqués par l'entreprise chinoise CanSino Biologics et par une filiale de Sinopharm, ont reçu un feu vert conditionnel après avoir été reconnus efficaces contre le virus. Une autorisation conditionnelle permet de déployer des traitements d'urgence sur le marché, dans les cas où les essais cliniques doivent encore être poursuivis mais indiquent déjà que ces traitements fonctionneront. L'Institut de produits biologiques de Wuhan, filiale du laboratoire Sinopharm, a assuré que le taux d'efficacité de son vaccin était de 72,51% tandis que CanSino Biologics revendique un taux d'efficacité de 65,28% pour son vaccin 28 jours après la vaccination.

La Chine a désormais donné son feu vert à quatre vaccins développés dans le pays. En février, l'autorité chinoise de régulation des médicaments avait donné son autorisation conditionnelle pour la mise sur le marché du vaccin CoronaVac de Sinovac. En décembre, le pays avait approuvé le vaccin mis au point par Sinopharm.

L'autorité chinoise des médicaments a souligné qu'elle demanderait aux deux fabricants de vaccins de «continuer à mener des recherches pertinentes, de remplir les critères de l'autorisation conditionnelle et de soumettre leurs résultats de recherche complémentaires dans les délais prévus». Le taux d'efficacité des vaccins chinois reste inférieur à celui des vaccins concurrents développés par Pfizer/BioNTech et Moderna, dont les taux atteignent respectivement 95 et 94%.

La Chine s'est lancée dans une course pour développer des vaccins locaux. Le gouvernement s'est fixé pour objectif de vacciner 50 millions de personnes avant la mi-février, avec plus de 40 millions de doses injectées à la date du 9 février. Le pays fournit aussi gratuitement des vaccins à 53 pays et en exporte à plus de 20 autres qui ont passé des commandes d'achats.

JN/AFP

## La Côte d'Ivoire reçoit 504.000 doses de vaccin

La Côte d'Ivoire a reçu 504.000 doses de vaccin contre le Covid-19, financées par le dispositif Covax destiné en particulier aux pays défavorisés.

Ces doses du vaccin AstraZeneca/Oxford sont arrivées à Abidjan à bord d'un avion de la compagnie Emirates affrété par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Avec le Ghana voisin qui a reçu 600.000 doses mercredi, la Côte d'Ivoire est l'un des premiers pays à bénéficier des vaccins financés par le système Covax visant à fournir cette année des vaccins anti-Covid à 20% de la population de près de 200 pays et territoires participants. Le système Covax comporte un mécanisme de financement qui permet à 92 nations ayant un niveau de développement économique faible ou moyen d'avoir accès aux précieuses doses et a été mis en place pour tenter d'éviter que les pays riches n'accaparent l'ensemble des vaccins. Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a salué l'arrivée de ces vaccins en Afrique, mais a cependant accusé lundi certains pays riches de «saper» le dispositif Covax et d'«approcher les fabricants pour s'assurer l'accès à des doses de vaccins supplémentaires».

La livraison de doses de vaccin à la Côte d'Ivoire et au Ghana intervient après le lancement de la campagne de vaccination au Sénégal mardi, à la suite de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, des Seychelles, de l'Ile Maurice, du Rwanda, de la Guinée équatoriale, de la Guinée, de l'Algérie, du Maroc et de l'Égypte. Pour aider à accélérer la vaccination des 1,3 milliard d'Africains, l'Union africaine a déclaré qu'elle avait obtenu 270 millions de doses de vaccins contre le Covid à distribuer cette année.

JN/AFP

## L'ONU adopte à l'unanimité une résolution exigeant l'équité dans l'accès aux vaccins

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi à l'unanimité une résolution exigeant l'équité dans l'accès aux vaccins contre la pandémie de Covid-19, traduisant une certaine unité retrouvée de la communauté internationale, selon des diplomates.

La résolution, la deuxième en un an du Conseil de sécurité sur la pandémie, appelle aussi à la solidarité et à des cessez-le-feu dans le monde pour mieux lutter contre le virus et procéder aux vaccinations.

Fait rare à l'ONU, la résolution, rédigée par le Royaume-Uni, a été co-sponsorisée par l'ensemble des 15 membres du Conseil de sécurité, selon les mêmes sources. Nous faisons tous face à la même menace, à la même pandémie et la coopération internationale ainsi que l'action multilatérale sont nécessaires», relève un diplomate sous couvert d'anonymat. «Cette résolution peut être une étape dans une bonne direction», estime-t-il.

Après une semaine de négociations, cette résolution représente un virage de la communauté internationale vers une unité souvent prise en défaut depuis le déclenchement de la pandémie il y a un an. Elle traduit aussi un net réchauffement de la relation entre les Etats-Unis et la Chine depuis l'arrivée du démocrate Joe Biden au pouvoir.

Même s'il reste des sujets compliqués, l'origine du virus, la question de la transparence, «aujourd'hui, notamment à cause des changements intervenus aux Etats-Unis, ce sujet n'est pas aussi controversé qu'au printemps dernier», note un diplomate. L'an dernier, il avait fallu plus de trois mois à la France et la Tunisie

pour faire adopter une résolution appelant à des cessez-le-feu dans le monde alors qu'une rivalité exacerbée entre les Etats-Unis et la Chine a longtemps bloqué toute adoption rapide.

### Accès équitable et abordable

La résolution approuvée vendredi «souligne le besoin urgent de solidarité, d'équité et d'efficacité et invite au don de doses de vaccin par les économies développées et tous ceux en mesure de le faire aux pays à revenu faible et intermédiaire ou dans le besoin (...) pour un accès équitable aux produits de santé contre le Covid-19».

Le Conseil appelle aussi «au renforcement des approches nationales et multilatérales et de la coopération internationale (...) afin de faciliter un accès équitable et abordable aux vaccins Covid-19 dans les situations de conflit armé, les situations d'après-conflit et les situations d'urgence humanitaire complexes».

La résolution exige par ailleurs «que toutes les parties aux conflits armés s'engagent immédiatement dans une pause humanitaire durable, étendue et soutenue pour faciliter, entre autres, la livraison et la distribution équitables, sûres et sans entrave des vaccins Covid-19 dans les zones de conflit armé».

Le Conseil demande enfin au secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, de procéder fréquemment à une évaluation complète des obstacles à l'accessibilité aux vaccins et aux pays membres de l'Organisation de prendre «des mesures pour éviter la spéculation et le stockage indu qui pourraient entraver l'accès à des vaccins sûrs et efficaces, en particulier dans les situations de conflit armé».

Depuis fin décembre 2019, la pandémie a fait plus de 2,5 millions de morts dans le monde.

Julia Ndeko avec AFP

### FAITS MARQUANTS

**Vaccin russe.** Le laboratoire privé argentin Richmond a signé un accord préliminaire avec la Russie pour la production du vaccin Spoutnik V, a annoncé vendredi l'entreprise dans un communiqué. Le but est d'obtenir à brève échéance l'autorisation de fabriquer le vaccin qui sera produit en Argentine et se fera avec la participation de Hetero Labs Limited, un laboratoire indien.

Confinement partiel en France. Une partie du littoral méditerranéen de la Côte d'Azur, autour de Nice (sud-est) et l'agglomération de Dunkerque sur la mer du Nord vont être confinés pour la première fois de l'année en France, ce week-end et le suivant. Vingt départements où les cas de coronavirus menacent de flamber, sont placés sous surveillance accrue. Déjà soumis comme le reste de la France métropolitaine au couvre-feu de 18H00 à 06H00, ces territoires pourraient se voir imposer dans une semaine des mesures plus strictes, si la situation continue de se dégrader.

L'Algérie a reçu le 24 février 200.000 doses de vaccin Sinopharm, un don de la Chine. D'autres livraisons sont prévues avant la fin de l'année. Alliés après l'indépendance de l'Algérie en 1962, Pékin et Alger entretiennent d'étroites relations économiques et commerciales depuis les années 1990. Au début de la pandémie, la Chine avait dépêché en Algérie une équipe de virologues et envoyé des respirateurs et du matériel de protection et de dépistage. Le pays a reçu depuis fin janvier deux cargaisons de 50.000 doses du vaccin russe Spoutnik V et un autre lot de 50.000 doses du géant britannico-suédois AstraZeneca. D'ici fin février il devrait réceptionner 700.000 à 800.000 doses dans le cadre du dispositif onusien Covax.

## PAIX ET SÉCURITÉ

## Le sommet de la CIRGL sur la RCA reporté sine die

La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) devait organiser, le 27 février, à Luanda (Angola) un sommet afin de favoriser la concertation pour mettre fin aux violences en République centrafricaine, mais il a été repoussé à une date ultérieure pour la deuxième fois.

Certaines sources émanant de la présidence de la République affirment que si le président Faustin Archange Touadéra effectue le déplacement de Luanda, ce ne serait que pour affirmer sa position : « il n'y aura pas de discussions avec ceux qui ne respectent pas les termes de l'accord de paix ». Le porte-parole de la présidence a indiqué que « ceux-là doivent être arrêtés et traduits en justice ».

Récemment, plusieurs manifestations ont eu lieu à Bangui devant

le siège de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) pour dire non au dialogue avec la rébellion. Parallèlement, le Conseil économique et social centrafricain s'est entretenu avec les représentants de la société civile et les partis politiques d'opposition en vue d'un dialogue national. Le rapport de ces consultations sera présenté aux autorités. La présidence a affirmé qu'il faut d'abord laisser le processus électoral aller à son terme pour envisager l'ouverture

d'une telle initiative.

Pendant ce temps, les opérations de reconquête du territoire par l'armée et les alliés bilatéraux se poursuivent. L'armée centrafricaine a repris cette semaine la ville de Bossangoa. Depuis la fin du mois de janvier, en effet, les forces progouvernementales mènent une offensive pour libérer l'axe reliant Bangui au Cameroun et permettre la reprise des convois. Les villes de Boda, Boali, Bossembélé, Bossemptélé et Yakolé ont ainsi été successivement

reconquises ces derniers jours. Après cinquante jours de blocus, un premier convoi de quatorze camions d'aide humanitaire de l'ONU est finalement parvenu à Bangui depuis le Cameroun sous escorte des Casques bleus.

Rappelons que lors du sommet de la CIRGL, le 29 janvier, qui regroupe les chefs d'Etat de la région, les participants ont réitéré la validité des élections du 27 décembre 2020 en Centrafrique et affirmé qu'ils ne permettront pas que des acteurs qui s'opposent

aux résultats prennent le pouvoir par la force.

Les chefs d'Etat et de gouvernement avait appelé les forces rebelles à observer un cessez-le-feu unilatéral et immédiat, à se désengager de l'encerclement de Bangui et à regagner leurs positions initiales. Les participants avaient également condamné les exactions commises et renouvelé leur engagement à privilégier le dialogue et la concertation pour sortir la Centrafrique de la crise actuelle.

Yvette Reine Nzaba

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

# jeuneafrique

N° 3098 - MARS 2021



**GRAND FORMAT**

Congo, un scrutin... et après ?

**ÉCONOMIE**

À l'heure de la *green economy*

**LE MATCH :**

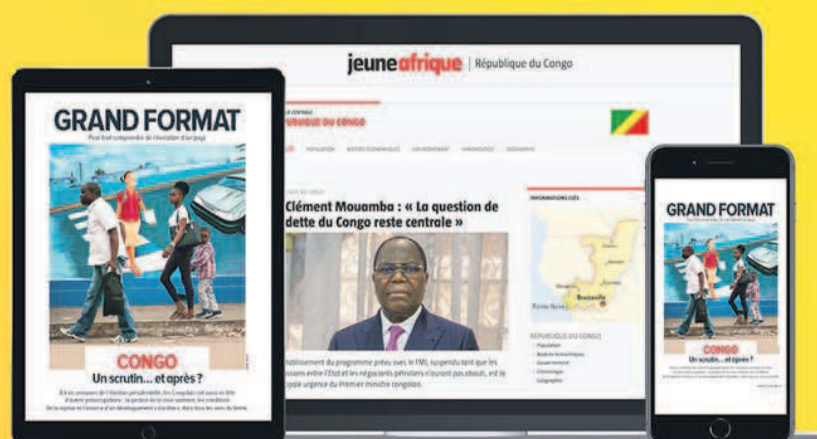
Kaïs Saïed vs Hichem Mechichi



**DISPONIBLE DÈS MAINTENANT  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !**

*Retrouvez également  
toute l'actualité africaine  
sur le site et les applications  
de Jeune Afrique*

[www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)





## RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

### L'ONU exhorte les pays à adopter des plans solides

Dans un rapport publié le 26 février, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a souligné que les nations sont « loin d'être au niveau » de l'action nécessaire pour lutter contre le réchauffement climatique.

Le patron de l'ONU a exhorté les pays à adopter des plans plus solides et plus ambitieux pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, et limiter la hausse des températures à 1,5 degré Celsius, d'ici la fin du siècle.

A quelque mois de la 26e session de la Conférence des parties (COP26) qui se tiendra en novembre à Glasgow, le rapport de synthèse initial sur les Contributions nationales déterminées (CDN) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) mesure les progrès des plans d'action nationaux sur le climat. Le document a constaté que même avec des efforts accrus de la part de certains pays, l'impact combiné est loin d'être suffisant.

« Le rapport intérimaire de la CCNUCC publié aujourd'hui est une alerte rouge pour notre planète. Il montre que les gouvernements sont loin d'avoir atteint le niveau d'ambition nécessaire pour limiter le changement climatique à 1,5 degré et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris », a déclaré le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, à propos des conclusions du rapport.

Le chef de l'ONU a estimé que 2021 est une année charnière pour faire face à l'urgence climatique mondiale.

« La science est claire, pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, nous devons réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2010 », a-t-il souligné.

Le secrétaire général a appelé les principaux émetteurs à « accélérer les objectifs de réduction des émissions » pour 2030 dans leurs CDN, soulignant que les plans de relance de la Covid-19 offraient la possibilité de « reconstruire plus vert et plus propre ».

« Les décideurs doivent joindre le



geste à la parole. Les engagements à long terme doivent s'accompagner d'actions immédiates pour lancer la décennie de transformation dont les gens et la planète ont si désespérément besoin », a insisté António Guterres.

Le rapport de la CCNUCC couvrirait les soumissions des pays jusqu'au 31 décembre 2020, montrant que soixante-quinze parties à la convention-cadre ont communiqué un nouveau CDN ou une mise à jour, représentant environ 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la CCNUCC, a déclaré que le rapport est un « instantané, pas une image complète » des CDN, car la Covid-19 a posé des défis importants à de nombreux pays pour compléter

leurs soumissions en 2020.

Elle a ajouté qu'un deuxième rapport sera publié avant la COP26, et a appelé tous les pays, en particulier les grands émetteurs qui ne l'ont pas encore fait, à présenter leurs soumissions dès que possible, afin que leurs informations puissent être incluses dans le rapport actualisé.

« Nous félicitons les parties qui ont relevé les défis posés par la Covid-19 en 2020, ont respecté leurs engagements au titre de l'Accord de Paris et ont soumis leur CDN dans les délais ... mais il est temps que toutes les autres parties se mobilisent, tiennent leurs promesses et soumettent leur CDN dès que possible », a déclaré Patricia Espinosa.

Yvette Reine Nzaba

## COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

### Les Congolais de Coton sport de Garoua en phase de groupe

Jean Rosis Opimbat Okoumou et Archange Ebandza disputeront avec le club camerounais de Coton sport de Garoua la phase de poules de la Coupe africaine de la confédération Total 2021.



Archange Ebandza balle au pied, lors d'un match de Coton sport de Garoua DR

Le Coton sport de Garoua a éliminé lors du tour de cadrage AS Sonidep, en le battant en aller comme retour sur un score identique d'un but à zéro. Le club retrouve la phase de groupes, quatre ans après, au grand bonheur des deux joueurs congolais formés à l'As Vegas.

Jean Rosis Opimbat Okoumou et Archange Ebandza sont prêts par le club de Doless Oviebo pour deux ans avec option d'achat un pourcentage de 50% à la revente si l'AS Vegas trouve un placement pour chacun de ces jeunes. Le club congolais aura par contre 40% si Coton sport leur trouve un placement. Dans ces conditions, le club camerounais aura 60%. Doless Oviebo s'appuie sur la politique de placement des jeunes joueurs à l'étranger dans le but de préparer les futurs Diables rouges. Coton sport de Garoua, rappelons-le, débutera cette campagne en affrontant le 10 mars la jeunesse sportive de Kabylie d'Algérie, le 17 mars, la Renaissance Berkane puis le 4 avril Napsa Stars de la Zambie pour la phase aller.

James Golden Eloué

## FOOTBALL

### Deux clubs du continent s'intéresseraient à Cédric Nanitelamio

Selon certaines sources, deux clubs du continent tenteraient de s'attacher les services du coach Cédric Nanitelamio.



L'actuel entraîneur adjoint de l'AS Otohô qui fait ses preuves au niveau national aurait été contacté par deux clubs étrangers notamment un en Angola et un autre en Tanzanie. Cédric Nanitelamio a acquis de l'expérience après avoir été respectivement entraîneur du Club athlétique renaissance aiglons (Cara), des Diables noirs et de l'Etoile du Congo, trois des clubs phares du pays.

Chez les Stelliens, le « Pep Guardiola congolais », comme on l'appelle par les amoureux du football national, a gagné en galon en remportant en 2019 avec l'Etoile du Congo la Coupe du Congo, treize ans après le dernier trophée remporté par le club le plus titré du pays et la super coupe nationale.

Serait-il intéressé par de telle offre ou prêt à tenter une nouvelle expérience ? La réaction de l'entourage du coach « Nanit » est donc attendue.

J.G.E.

## ARRÊT SUR IMAGE



Fanny Tshisekedi Tshilombo, fille aînée du président de la République démocratique du Congo, a visité le 24 février 2021 le Musée galerie du Bassin du Congo.

## FORMATION DU GOUVERNEMENT

## Jean Michel Sama Lukonde a reçu quelques partis membres de l'Union sacrée

Au cours de cette journée des consultations du Premier ministre, les formations politiques, partis et regroupements qui ont rallié la nouvelle majorité politique étaient les invités de la Primature.

Le Premier ministre a ouvert, le 25 février, une série d'audiences accordées à plusieurs formations politiques membres de l'Union sacrée, dans le cadre de la poursuite des consultations qu'il avait amorcées en vue de déboucher sur la mise en place de l'équipe gouvernementale.

Le nouveau chef de l'exécutif a, d'après le programme rendu public, reçu la Convention des progressistes de la République, qui est une formation politique mosaïque au Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD). Le deuxième parti à être reçu a été le Mouvement pour l'intégrité du peuple, une formation politique mosaïque au fils aîné de l'ex-majorité, le Front commun pour le Congo, conduite par le député Adrien Bokele. Le PSD et le parti politique Zaïre



Le Premier ministre Sama Lukonde. DR

ont suivi. Il a également été noté que la Dynamique de l'opposition, la délégation des personnages qui forment le Rassemblement des forces de l'opposition et tant d'autres délégations ont été annoncés aux portes de la

Primature. Cet exercice, rappelle-t-on, va s'étendre sur tous les partis membres de l'Union sacrée, avec pour objectif la participation de tous dans la formation de ce gouvernement qui sera conduit par Sama Lukonde.

Christopher Khonde

## UNIKIN

## L'OMS dote la faculté de médecine du matériel informatique

La dotation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui s'inscrit dans le cadre de la riposte à la pandémie de covid-19, est constituée de dix PC Laptops, de dix projecteurs, d'un duplicopieur et de deux photocopieurs Canon.

Selon le Pr Roger Mbungu Mwimba, doyen de la faculté de médecine, cette dotation évaluée à trente mille dollars américains renforcera le respect des gestes barrières. "Cet appui chiffré à plus de trente mille dollars américains est un geste de grande générosité de l'OMS, car ces matériels vont renforcer les mesures barrières contre le coronavirus dans nos auditoriums", a-t-il indiqué.

L'ensemble de la faculté de médecine de l'Unikin, qui assure l'enseignement des différents cycles d'études médicales et paramédicales, représente un peu plus de trois mille quatre cents étudiants régulièrement inscrits pour cette année académique 2020-2021, dont la reprise des enseignements a eu lieu le 22 février dernier, après deux mois de suspension à la suite de la deuxième vague de covid-19 en RDC. « Grâce à sa rapidité d'exécution, le risographe (duplicopieur) que nous venons d'obtenir va nous permettre d'avoir des impressions au rendu très graphique en grandes quantités. Ce qui va aussi nous éviter les tricheries parmi les étudiants lors des sessions d'exams », a souligné le Pr Roger Wumba, vice-doyen de la faculté de médecine. "Cet appui substantiel de l'OMS à la faculté de médecine renforce l'étroite collaboration que nous entretenons depuis bien longtemps avec l'Université de Kinshasa (Unikin). Ça va donc permettre d'améliorer l'environnement de travail au sein de la communauté estudiantine et aider à consolider la recherche pour une meilleure santé pour tous en faveur de la population congolaise », a souligné le Dr Amédée Prosper Djiguindé.

Blandine Lusimana

## PROGRAMME DES OBSÈQUES

Le colonel Gérard Ebami Sala, la veuve Sala Ontoula née Moutsinga Chantal, Yvon Serge Ngankira, les enfants Sala Ontoula informent les parents amis et connaissances que le programme des obsèques du capitaine Justin Sala Ontoula, se présente comme suit :

**Lundi 1<sup>er</sup> mars 2021**

9h00 : recueillement à la morgue municipale de Brazzaville ;  
11h30 : départ pour le nouveau cimetière Bouka (situé après l'ancien péage) ;

15h00 : retour et fin de la cérémonie.



## IN MEMORIAM

26 février 2019- 26 février 2021, voici deux ans que disparaissait notre tendre maman, tante et grand-mère Antoinette Somboko.

En ce jour de triste anniversaire de ta disparition, nous, tes enfants et petits-enfants (Obaka Edith Victoire Prestige, Oboh Ndzembet Hermann Nazaire, Oboh Edimba Petronie Cather, Houla Ambiba Clavina Jaëlle) gardons de toi l'amour du prochain, la générosité, les sages conseils et l'affection que tu nous avais toujours partagés.

Ainsi, nous invitons tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pensée pieuse.

Que ton âme repose en paix !

Tes enfants et petits-enfants



## NÉCROLOGIE

Antoine Mampassi, Serge Léopold Mougali Riper, colonel d'aviation à la retraite, Evelyne Moussounda et famille ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur fille et nièce Thérésia Mougali, survenu le 16 février 2021 au CHU de Brazzaville.

Le deuil a lieu au domicile familial, sis au n°78, de la rue Baya à Poto-Poto.

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

Union de prière.



## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE  
POLITIQUE  
RÉFLEXIONS  
SPORT

SOCIÉTÉ  
\*  
ART, CULTURE, MEDIA  
INTERNATIONAL

\*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr  
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou  
Brazzaville - République du Congo  
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr



## PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

Les propositions écrites de la FEC au plus tard le 1<sup>er</sup> mars

Le 26 février, le Premier ministre, Sama Lukonde, a reçu exceptionnellement le président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), Albert Yuma, dans le cadre des consultations en cours pour la formation du prochain gouvernement.

À l'ordre du jour des échanges, il y a eu essentiellement les questions liées à la relance économique. Sur ce point précis, le patronat national a promis de transmettre une documentation plus fouillée avant ce lundi au Premier ministre. Néanmoins, Albert Yuma a recommandé expressément à Sama Lukonde de privilégier l'expertise à la tête des ministères. Quant à la position de la FEC sur la formation de ce gouvernement, elle n'est pas intéressée à un quelconque poste. Albert Yuma a tenu à éclairer l'opinion publique car il s'agit d'une rencontre symbolique. « Nous lui avons dit : "c'était une innovation magnifique d'associer la FEC dans les consultations" », a-t-il déclaré. Il n'y a eu aucun

appel du pied du secteur privé au Premier ministre lors de la rencontre entre les deux personnalités qui se connaissent bien après un passage à la haute direction de la Générale des carrières et des mines (Gécamines). Albert Yuma, président du conseil d'administration et de la FEC, est reçu en audience par son ancien directeur général dont il reconnaît d'ailleurs les mérites. « Il a l'expérience du public mais aussi du privé, donc il comprend nos préoccupations. Le fait de nous associer est un très bon signal », a-t-il signifié.

Pour Albert Yuma, la réussite de la relance économique est conditionnée par la réforme en profondeur de la fiscalité et des régies financières, ainsi

que l'accentuation de l'amélioration du climat des affaires. Il n'y aurait, à ses yeux, aucune alternative que le développement de l'économie et la mobilisation des moyens financiers conséquents. Même si la présidence de la République table davantage sur le social, notamment la paix, la sécurité, l'éducation et le développement à la base, le patron des patrons juge indispensable que le programme du prochain gouvernement soit davantage influencé par la recherche d'une économie qui fonctionne véritablement et donne à l'État RD-congolais les moyens de son action. Par conséquent, il est convaincu que le secteur privé représente un interlocuteur valable. « Il sait que c'est vers

le secteur privé, vers nous qu'il faut venir. C'est avec nous qu'il doit travailler », a-t-il dit.

Au sujet des relations entre le prochain gouvernement et le secteur privé, Albert Yuma assure d'abord de la volonté de son association d'apporter tout le soutien nécessaire au Premier ministre. Outre les goulots d'étranglement fiscaux évoqués antérieurement, il appelle également à la réforme de la justice et des cadres législatifs pour accélérer l'amélioration du climat des affaires. Pour relancer l'économie, la FEC propose au Premier ministre de porter une attention particulière sur trois secteurs : les mines pour leur contribution aux recettes intérieures, l'industrie

pour la valeur ajoutée locale et la création d'emplois, ainsi que l'agriculture et l'agro-industrie qui seront les plus grands pourvoyeurs. « Il faut très vite prendre des textes pour les secteurs industriel et agricole. Il faut pousser l'entrepreneuriat national, et ce n'est pas seulement à travers la sous-traitance. Comme en Afrique du Sud ou ailleurs, il faut faire des textes de lois attractifs pour les nationaux », a-t-il demandé. Albert Yuma a promis de revenir pour déposer les propositions écrites du patronat rd-congolais : « Nous allons préparer tout ce qu'on lui a dit dans une documentation écrite qu'on lui ramène au plus tard lundi ».

Laurent Essolomwa

## KINSHASA-NDJILI

## Sensibilisation aux droits sexuels et de la reproduction

La session, inscrite dans le cadre du projet axé sur la santé sexuelle et de la reproduction, a été assurée par l'ONG Pathfinder international au profit des personnes vivant avec handicap, les albinos et les enfants de la rue.

Près de trois cents jeunes, membres des communautés des albinos, des personnes vivant avec handicap et des enfants de la rue de la ville-province de Kinshasa ont assisté, le 26 février, à N'djili à une session d'information sur les droits sexuels et de la reproduction. Cette activité est inscrite dans le cadre d'un projet de l'ONG internationale Pathfinder, qui a pour objectif de donner à ces jeunes, qui sont dans les catégories des personnes vulnérables, la bonne information, des connaissances exactes sur l'utilisation des méthodes contraceptives ainsi que sur les violences sexuelles. « Nous voulons, par cette formation, sauver l'avenir de ces jeunes en leur évitant les infections sexuellement transmissibles (IST) ainsi que les grossesses non désirées », a expliqué Mme Betty Mavinga, l'adjointe au chef du projet auprès de Pathfinder international.

De son côté, Innocent de Pathfinder international a précisé que ce volet du projet, dans le cadre de la santé sexuelle et de la reproduction, fait la promotion du préservatif féminin pour des personnes sexuellement ac-



La formation des encadreurs des trois associations Adiac

tives ou ceux qui en ont besoin ainsi que des lois sur la violence sexuelle. « En vous informant sur le préservatif féminin, nous ne vous incitons pas à la débauche mais nous mettons à ceux et celles qui sont sexuellement actifs des informations en vue de se protéger contre les IST et les grossesses non désirées », ont expliqué ces deux acteurs membres de l'ONG internationale dans leur introduction.

#### Le préservatif féminin et les lois sur les violences

#### sexuelles

Les thématiques choisies pour cette session de formation, d'information et de sensibilisation ont été le préservatif féminin et les lois sur les violences sexuelles. Abordant l'aspect sur les violences sexuelles, Me Wilfried Mudimawa a indiqué que la loi en établit seize formes. On parle de violences sexuelles sans contact corporel et sans pénétration (paroles et/ou gestes), contact corporel sans pénétration (gestes), pénétration (gestes). Il a épinglé quelques formes,

en indiquant leurs peines telles que prévues par la loi, en vue de donner une idée à ces jeunes participants à la session de formation. Aussi, ce juriste a-t-il insisté sur les modes de la saisine de la justice en vue de punir les auteurs de tels actes. « Il y a trois possibilités : dénonciation devant l'Etat, la police ou la justice ; une plainte écrite ou encore la saisine d'office de l'officier de ministère public », a-t-il indiqué.

Revenant sur le plan médical, Mme Betty Mavinga et Innocent ont indiqué que

tout en saisissant la justice pour dénoncer les cas des violences sexuelles, quand il y a pénétration, on doit obligatoirement amener les victimes dans un centre de santé pour des soins appropriés, dans les cinq jours, pour leur éviter les IST et les grossesses non désirées.

Revenus sur le préservatif féminin, Mme Betty Mavinga et Innocent ont expliqué les avantages de ce mode de contraception et de protection contre les IST ainsi que son utilisation. La méthode choisie étant interactive, ils ont vérifié les connaissances des participants, en leur posant des questions. Mais également, ils ont éclairé les zones d'ombre, en répondant aux questions leur posées par des ces jeunes. A la fin de la session, en plus des dépliants, les participants ont également reçus des préservatifs, selon le besoin. A la veille de cette activité, une vingtaine d'encadreurs de ces groupes des personnes vulnérables ont également bénéficié de la même formation, en vue de leur permettre d'acquérir des connaissances pour mieux mener leur mission au sein de leurs groupes respectifs.

Lucien Dianzenza

**ASSOCIATION**

**Femmes capables**  
Aide aux orphelins,



Démunis et entraide. Association femme  
Tel: 069171184

**Association Famille Solide**  
Pour adhésion :  
Contacter : 069554619  
066288668  
068899056

**DIVERS**



**OBAMBI Fils service**  
Menuiserie  
Fabrication de meubles.  
Tel 06 970 46 01

**Alubuc baie vitrée**  
Fermetures, Rampes d'escaliers,  
Cuisine, Cloison de bureau.  
Contact : 06 670 63 23  
05 643 56 91

**ETAC -Construction Miroiterie Alluminium**  
Fabrication : Portes- Fenêtres -  
Baies Vitrées  
Tel: 06 934 84 20 05 654 90 71

**BEAUTE COIFFURE**

**Islone coiffure**  
Coiffures - Tresses - Soins de visage



- Esthétique - Manicure  
A domicile.  
Tel: 06 446 62 25

**IMMOBILIER**



**Agence immobilière Christ Roi**  
Location - Vente :  
Maisons - Villa - Boutiques - Appartements.  
Contact : 04 449 46 76 06883 45 93

**Agence immobilière Santos**  
Location :  
Maisons, bureaux, villas appartements meublés et non meublés  
Tel : 06587 81 39

**Asia immo**  
Location :  
Studio moderne  
Quartier centre ville  
Secteur : Olympique Palace  
Tel : 06 536 80 84  
05 554 44 88

**LOCATION ET VENTE DE VEHICULES**



**Karagnara Service**  
Location courte et longue durée.  
06 461 56 56

**AUTO-TOP-CONGO**  
Location et vente.  
Berlines - 4X4  
Tel : 06 645 00 00

**SERVICE TRAITEUR**

**DODO Service**  
Service traiteur et protocole



Contact : 066680644 053046399

**Gamos Traiteur**  
Pour tous vos événements  
Tel : 06 550 90 17

**MAINTENANCE**



**Andzouana Service**  
Réparation appareils électroniques et électroménagers  
Contact : 06 624 92 93

**Maitre Sam Service Spécialiste en froid :**  
Congélateur, climatiseur, tous appareils  
Tel : 066689146  
057447669

**IMMOBILIER**

**Venus-SCI**  
Location :  
-Villa (4chambres, salon, cuisine, jardin et studio) Centre ville de Brazzaville : 2.500 000 CFA

-Appartement meublé et non meublé à la résidence des flamboyants ( 3 chambres, salon, cuisine, salle à manger) : 600 000FCFA et 400 000FCFA

-Bureaux à louer à potopoto Face Stade Eboué : 300 000frs charges comprises  
-Bureaux à louer Face OCI : 250 000 CFA  
Tel : 06 653 63 60

**ANIMAUX**



**Hassan**  
Vente Chiot de race : Berger, caniche-griffon, Malino-Labrador, pit-bull.  
Tel: 069564011  
Richard  
Tel : 06 480 56 89

**BRICOLAGE**



**Plomberie**



Dépannage et Installation  
Tel : 06 874 27

**Maçonnerie**  
Tous travaux de maçonnerie  
Gros œuvres  
Tel : 06 822 84 41

Construction maison individuelle  
Tel : 06 685 74 28

**Climatisation**  
Entretien et installation



Tel : 06 488 78 07

**COUTURIER**  
Confection Dame / Mesures  
Tel : 06 461 46 22



**Parfait Couture**  
Tous modèles Dame  
Pagne et autres  
Tel : 06 692 94 11

**Niguel Couture Mixte**

Couture Homme et Femme Tel : 06 906 07 35

**AIDES A DOMICILE**  
Ménagère à mi-temps  
Du lundi au vendredi ou week-end  
Tel : 06 670 13 66

## COMMÉMORATION

# La FMT rend hommage à Koko Marie

La délégation de l'ONG des albinos est allée partager la douleur avec la famille de la femme albinos de 101 ans décédée au courant de la semaine.

Une forte délégation de l'ONG des albinos, la Fondation Mwimba-Texas, conduite par le vice-président de cette organisation Glody Mwimba, est allée, le 26 février, assister la famille de Koko Marie Oheka Ebongo, l'albinos de 101 ans, qui est morte la semaine dernière à Ndjili.

Sur place, la délégation de la FMT a pris langue avec la famille de cette icône de la longévité chez les humains en vue de savoir les circonstances de sa mort et le programme établi pour ses obsèques. Sa progéniture présente a



La délégation de la FMT et la famille de Koko Marie/adjac

expliqué que Koko Marie est morte des petites complications de santé.

A la famille, les membres de la FMT ont exprimé

leur attachement à la vieille Marie Oheko, qui était une légende et une icône dont la vie mettait en déroute toutes ces

considérations populaires qui disaient que les albinos meurent jeunes. Ils se sont rappelés de la présence de cette centenaire

aux côtés de ses enfants et petits-enfants de l'ONG des albinos de la RDC, notamment pendant les journées de sensibilisation et autres activités organisées par la Fondation, sous la présidence d'une autre icône, le feu Alphonse Mwimba Makiese Texas, son fondateur. Ma famille a regretté que Mwimba Texas soit décidé avant Koko Marie dont il promettait d'organiser les funérailles dignes d'une icône. Toutefois, la famille promet de s'associer à la FMT en vue de rendre les hommages dignes à Koko Marie Oheka Ebongo.

Lucien Dianzenza

## LINAFOOT/LIGUE 1

## Lubumbashi Sport vient à bout de RCK



Lubumbashi Sport victorieux de RCK.

Le FC Lubumbashi Sport a enregistré, le 25 février au stade des Martyrs, sa troisième victoire de la saison face au club local du Racing Club de Kinshasa (RCK). Un but à zéro, c'est le score en faveur des Kamikazes de Lubumbashi au terme d'une partie comptant pour la 17<sup>e</sup> journée du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Les joueurs du coach Emmanuel Mutale ont inscrit l'unique but de la partie à la 57<sup>e</sup> minute par Kayokele Ikiki, victorieux de son duel avec le gardien de but Kindoki du RCK.

On note que Mbala Mbidi de Lubumbashi Sport a été désigné homme du match. Cette désignation est la nouveauté de cette deuxième phase du championnat national de football. Ce succès permet au club de la ville cuprifère d'enregistrer 11 points en 19 matchs disputés et occupe la 15<sup>e</sup> place au classement.

Le Racing Club de Kinshasa qui a récemment engagé l'entraîneur Coco Zico Kiadivila est 12<sup>e</sup> au classement avec 16 points. Le technicien congolais débute donc sa manche retour du championnat avec une défaite.

Martin Enjimo

## LINAFOOT/LIGUE 1

## Dauphin Noir prive Bazano de sa première victoire de saison

En quête de sa première victoire de saison au championnat national de football, la Jeunesse Sportive Groupe Bazano de Lubumbashi a failli de peu la réaliser à Goma, face à Dauphin Noir qui a égalisé dans les temps additionnels de la partie.



Bazano est passé à côté de sa première victoire à Goma face à Dauphin Noir (photo d'archives)

La Jeunesse sportive Groupe Bazano (JS Groupe) est passé à côté de sa première victoire à la 26<sup>e</sup> édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). En déplacement à Goma pour affronter le club local d'AS Dauphin Noir dans le cadre de la 17<sup>e</sup> journée, le club de Lubumbashi a mené grâce à un but de Kongolo Amisi à la 76<sup>e</sup> minute de jeu. C'est le premier but de Bazano depuis quatre matchs. Mais à la 90+2<sup>e</sup> minute, l'attaquant Thithy Mambuma de Dauphin Noir a égalisé, privant JS Groupe d'une victoire attendue depuis le début de la saison. Ce succès aurait une belle récompense pour le nouvel en-

traîneur Raoul Mutufuila, présent au club depuis très peu. Il compte trois matchs nuls depuis son arrivée à la tête du staff technique de Bazano, avec la mission de maintenir le club en Ligue 1 RD congolaise. Avant cette rencontre, il déclarait : « Nous ne partons pas en victime expiatoire. Nous nous sommes préparés en conséquence, d'autant plus que Bazano est en quête de points pour se reclasser dans ce championnat. Nous allons nous battre sur le terrain pour ramener les trois points qui peuvent nous libérer; on va tenter le tout pour le tout afin d'arracher une victoire à

Goma... ».

Et l'équipe s'est battu, avant de craquer au bout du bout, privée d'une première victoire. La JS Groupe Bazano est actuellement dernière au classement désormais 9 points en 17 matchs livrés. C'est donc une partie remise pour le club coaché par l'ancienne gloire de V.Club converti en entraîneur de football, lui qui a été démis au Racing Club de Kinshasa avant de prendre la direction de Lubumbashi. Ce résultat nul à l'arrachée permet à Dauphin Noir de totaliser 13 points et sortir un peu de la zone de relégation grâce à un meilleur goal average.

M.E.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES  
N°001/ECG/DG/2021**

**POUR  
SOLUTION DATACENTER ET FOURNITURE DE DEUX ONDULEURS DE  
TENSIONS DE MARQUE APC**

La Direction Générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'acquisition d'une solution Datacenter et la fourniture de deux onduleurs de tensions de marque APC pour son nouveau siège à Brazzaville.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis au 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble de l'Arc centre-ville Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace moyennant paiement de *cent mille (100 000) francs CFA* en espèces, non remboursable.

Les offres signées et cachetées devront être envoyées par courrier électronique au plus tard le **05 Mars 2021 à 16heures 00** aux adresses ci-dessous :

- [gbouhoyi@ecobank.com](mailto:gbouhoyi@ecobank.com)
- [rmakita@ecobank.com](mailto:rmakita@ecobank.com);
- [fallier@ecobank.com](mailto:fallier@ecobank.com);

Fait à Brazzaville, le 18/02/2021

La Direction Générale



Dans un souci constant de qualité, de transparence et de satisfaction complète de ses clients, Toyota organise une campagne de rappel concernant les AIRBAGS passagers ou conducteurs de certains modèles de la marque.

## CAMPAGNE SECURITAIRE TOYOTA



RAV4 de 2003-2005    YARIS de 2006-2013    HILUX de 2005-2015    COROLLA de 2003-2006    FORTUNER de 2005-2015    AVENSIS de 2003-2008



Pour vérifier si votre véhicule est concerné, rendez-vous sur [www.toyota.cg](http://www.toyota.cg) ou contactez-nous par téléphone au **05 550 63 63**.

Cette intervention est entièrement gratuite pour tous les détenteurs d'un véhicule TOYOTA.

Pointe-Noire :  
13 rue côte matève, BP 1110

Brazzaville :  
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila, BP 247

[www.toyota.cg](http://www.toyota.cg)



## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Des journalistes édifiés sur leur rôle en période électorale

Des journalistes représentant différents médias ont été formés sur la rigueur dans le traitement de l'information électorale. Cette formation s'est tenue du 23 au 25 février à Pointe-Noire, à l'initiative d'Arsène Séverin, directeur de la chaîne de télévision Vox TV, en partenariat avec l'ambassade des Etats-Unis au Congo.

Durant trois jours, les journalistes ont bénéficié d'une formation qui leur permettra de mieux couvrir l'élection présidentielle du 21 mars. Celle-ci a eu pour objectif le renforcement de leurs capacités spécifiques dans la collecte et le traitement de l'information en faisant preuve d'impartialité et de professionnalisme pendant la période électorale.

Ainsi, des journalistes de radio, télévision, presse écrite et médias en ligne ont été édifiés sur le processus de collecte, de traitement et de validation des informations relatives aux élections. Parmi les thématiques abordées au cours de la formation, il y avait entre autres: Le rôle des journalistes dans l'histoire des élections pluralistes au Congo depuis 1992

; la collecte et le traitement de l'information électorale; l'observation et la présentation de l'information électorale dans un journal. Arsène Séverin Ngouela a, dans son exposé, rappelé l'importance pour un journaliste de respecter l'éthique et la déontologie. Le journaliste professionnel, a-t-il indiqué, n'est pas un activiste politique pour rapporter les

publications de candidats sans vérification. Le journalisme est un métier qui implique de la responsabilité et de la lucidité surtout en période électorale, a-t-il fait savoir. Poursuivant ses propos, l'orateur a exhorté les journalistes à preuve de l'égalité, car aucun candidat, dit-il, n'est supérieur à d'autres selon la Constitution et le code

électoral. « Les acteurs politiques, de la société civile ainsi que le reste de la population attendent de vous une information sûre, traitée avec responsabilité. Vos médias publics comme privés, en gagneront en crédibilité et en confiance; ce qui fera de vous le véritable quatrième pouvoir », a-t-il conclu.

Hugues Prosper Mabonzo

## HUMEUR

## Des parfums ne causent-ils pas certains ennuis sanitaires ?

La question mérite d'être posée à cause de la fréquence avec laquelle nous parfumons nos habits et notre corps. Il est devenu comme une contrainte chez de nombreux Congolais, surtout ceux qui vivent en ville. Ils ne peuvent pas ne pas s'en passer. Mais nous nous posons la question suivante : « Est-ce que cela est sans conséquences pour l'organisme ? »

Se mettre du parfum tend à devenir pour nombreux d'entre nous un geste anodin. Et il est certain que vous mettez votre santé en danger en fonction du parfum vaporiser dans le creux de votre main. Selon les résultats d'une étude récente menée par Greenpeace, les parfums renferment des substances potentiellement dangereuses pour la santé. Et il est établi que sur environ 3000 produits chimiques utilisés par l'industrie des parfums, 884 peuvent avoir un cancer, des défauts congénitaux, des désordres du système nerveux central, des irritations de la peau et des yeux, des réactions allergiques et des sensibilités chimiques bio-métaboliques anormales.

Selon cette étude, on note des symptômes allant des maux de tête à l'apoplexie. Ce sont des nausées, des étourdissements, des troubles de concentration, des changements d'humeur, des dépressions et la léthargie. L'analyse de 36 marques de parfums mondialement connus démontre que les eaux de toilette et les eaux de parfum contiennent des phtalates et des muscs synthétiques des produits chimiques aux effets « extrêmement préoccupants ». Et les spécialistes de la question notent que le rôle des odeurs sur le comportement humain a considérablement évolué à la fois négativement ou positivement, c'est ce qu'ils appelleraient par l'aromachologie.

Est-il possible de se passer du parfum en ville ? A première vue, non. Pour éviter de nombreux ennuis sanitaires liés à un mélange d'odeurs résultant d'une synthèse de molécules, il faudrait se pulvériser plus avec des parfums alternatifs à odeurs non agressives que de faire usage de trop de parfums synthétiques. Dans des parfums actuels, des fragrances naturelles sont vite remplacées par des molécules de synthèse. Et pourtant, à l'origine, avouent des spécialistes des questions olfactives, des parfums ont recours à des molécules naturelles. Et en fonction de ce que l'on aime, on peut opter pour des senteurs issues de la gamme végétale (fleurs, fruits, plantes) ou animale (musc, ambre). Ces deux gammes peuvent, bien sûr, être mixées entre elles pour créer l'accord parfait. Ici, il n'y avait pas trop de la chimie mais plutôt une simple extraction des aromes.

Aujourd'hui, le constat est que de plus en plus de créateurs utilisent des parfums de synthèse pour aller plus vite et limiter les coûts. 50 à 90% des ingrédients des parfums actuels proviendraient de la synthèse chimique parfois sévère pour la santé. Le danger est que ces molécules synthétiques sont susceptibles de contaminer le sang et même le lait maternel, disent des spécialistes en la matière.

Loin de nous l'idée d'attaquer les géniteurs des synthèses moléculaires pour obtenir des parfums. A travers ce billet d'humeur, nous attirons l'attention des amoureux des parfums afin qu'ils soient prudents. A bon entendeur salut !

Faustin Akono

## VIE ASSOCIATIVE

## L'ASCU met en place sa coordination départementale

La plate-forme Actions solidaires pour un Congo uni (ASCU) a implanté récemment ses instances départementales dans la capitale économique en présence de son coordonnateur général, Privat Frédéric Ndeke.

Au cours des retrouvailles un bureau départemental de neuf membres a été mis en place et coordonné par Eric Blaise Tchicaya. Dans son mot de circonstance, Privat Frédéric Ndeke a rappelé que l'ASCU a été créée le 22 janvier dernier à Brazzaville. Cette plate-forme reste fidèle à ses objectifs, notamment de soutenir les personnes vulnérables. « L'ASCU a assisté, le 19 février, dans le sixième arrondissement de Brazzaville Talangai, une famille qui a vu naître les jumeaux de leur fille qui a perdu la raison depuis des années. A Kisoundi, dans le premier arrondissement Makelekele, l'ASCU a effectué un important don de vivre et de matériel médical à l'hôpital

de référence Raymond-Poaty qui héberge des lépreux. Aujourd'hui notre présence dans la ville océane traduit l'expression de la pérennisation de l'action sociale à travers cette coordination départementale », a-t-il signifié. S'adressant ainsi aux responsables et autres membres de l'ASCU du département de Pointe-Noire, Privat Frédéric Ndeke a indiqué que les membres de ladite plate-forme devraient rehausser l'image de cette structure auprès des populations en vue d'emmener celles-ci à faire un choix utile à l'occasion de la présidentielle du 21 mars prochain. « Pour avoir choisi Pointe-Noire comme premier département pour la mise en place d'une structure départemen-

tale de cette plate-forme, nous avons voulu faire passer un message aux habitants de cette ville pour qu'ils s'approprient cet outil qui est désormais le leur afin de mener ensemble les actions socio-politiques dans notre pays. Que cette plate-forme soit votre plate-forme, notre plate-forme, leur plate-forme. La mise en place d'autres coordinations départementales va se faire à travers tous les autres départements suivie de diverses actions sociales à mener », a-t-il conclu. Notons que cette plate-forme se compose de trois associations, à savoir la Fondation Privat-Frédéric-Ndeke, l'Association Ya Bidié et la Dynamique spéciale Sassou pour l'Unité et la Paix

Séverin Ibara

## VIE SCOLAIRE

## Apprendre finalise son plan d'actions au Congo-Brazzaville

Le programme « Appui à la Professionnalisation des Pratiques Enseignantes et au Développement de Ressources », Apprendre se déploie au Congo à la demande du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation (Mepsa).

De novembre à décembre 2020, le professeur Mohamed Miled, membre du conseil scientifique du programme, a effectué une mission d'expertise à distance pour accompagner la préparation et la finalisation du Plan de travail annuel (PTA) du Congo. A la fin de celle-ci, un document définit les termes de références des activités qui seront menées dans le pays sur une période de 2 ans, a été élaboré en fonction des besoins exprimés par le Mepsa. Le Congo vient d'être doté d'une nouvelle version de sa Stratégie sectorielle pour l'éducation (2021-2030), signée le 23 décembre 2020 entre le gouvernement congolais et les partenaires techniques et financiers du secteur éducatif. Elle vise une

meilleure gestion et un meilleur pilotage du système éducatif dans ses différents cycles, ainsi que le renforcement des compétences de base des élèves. Aussi veut-elle atteindre des Objectifs de développement durable 4 et la professionnalisation de l'ensemble de ses personnels. Conduite personnellement par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui a présidé plusieurs réunions de travail, la mission du professeur Mohamed Miled a permis d'élaborer une feuille de route qui s'inscrit en cohérence et en complémentarité avec les actions de plusieurs partenaires techniques et financiers du secteur éducatif congolais

(Banque mondiale, Coopération française, Unesco, AFD, PME...), ainsi qu'avec les programmes portés par les grands acteurs multilatéraux, tels que l'Unicef.

Des responsables du Mepsa, ainsi que Gérard Mabonzo, conseiller du ministre en charge de l'Enseignement et Jean-Luc Mouthou, directeur général de l'enseignement secondaire et point focal d'Apprendre ont été sollicités pour stabiliser les axes et les activités correspondantes.

Les communautés d'apprentissage professionnelles ont fait l'objet d'un 3<sup>e</sup> séminaire international à distance, du 23 au 26 février, en appui du thème : « Se professionnaliser en collaborant ».

Marie Alfred Ngoma

## CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

## L'Etoile du Congo provisoirement sur le podium

La septième journée de la compétition qui s'est achevée, le 25 février, a placé pour la première fois l'Etoile du Congo au podium. Les Stelliens ont imposé au FC Nathalys sa première défaite (3-0), avant de s'installer provisoirement à la troisième place avec douze points.

Avant d'affronter l'Etoile du Congo, le promu restait sur une série de six matches sans défaite. Mais contre l'Etoile du Congo, cette dynamique s'est cassée. Les Stelliens se sont rendus la tâche plus facile, lorsque Vann Ondzono a ouvert le score dès le premier quart d'heure. Judea Mouandzibi a doublé la mise à la 67<sup>e</sup> minute, puis Saira Issambet a enfoncé le FC Nathalys, dans le temps additionnel (90+2). La formation stellienne revient à la hauteur de son adversaire (12 points) et le devance grâce à la confrontation directe entre les deux clubs. L'écart qui séparait l'Etoile du Congo aux Diabes noirs, l'actuel deuxième a été réduit d'un point.

Privés de victoire depuis la fin de la 4<sup>e</sup> journée, les Diablotins ont encore laissé filer les points, le 24 février, à Dolisie face à l'Athlétic club Léopards. Les jaune et noir ont fait jeu égal (2-2), alors qu'ils menaient au score (2-0). Ce point



Etoile du Congo impose au FC Nathalys sa première défaite Adiac

du nul, les Fauves du Niarri l'ont obtenu au mental. Les contre-performances des Diabes noirs profitent donc à l'AS Otohô qui a signé sa sixième victoire d'affilée, en dominant au stade Alphonse-Massamba-Débat le Racing Club de Brazzaville (1-0). L'AS Otohô compte dix-huit

points avec un match en retard. Elle distance les Diabes noirs de cinq unités.

Dans les autres résultats, le Club athlétique renaissance aiglons et l'Interclub n'ont pas pu se départager (0-0). Au Complexe sportif de Pointe-Noire, l'AS Cheminots et le FC

Kondzo ont également fait jeu égal (0-0) tout comme Nico-Nicoyé-Patronage Sainte-Anne. Dans le duel des mal classés, la Jeunesse sportive de Talangaï a signé sa première victoire, en s'imposant devant V Club Mokanda (2-0), grâce à Serdège Nsouari et Kibama Maloula.

James Golden Eloué

## CAN U-20

## Les affiches des demi-finales

Ghana-Gambie puis Ouganda-Tunisie, telles sont les combinaisons des demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 20 ans qui se joueront le 1<sup>er</sup> mars en Mauritanie.

La lutte pour obtenir la qualification pour le dernier carré a été âprement disputée. Pour preuve, trois des quatre matches des quarts de finale se sont soldés aux tirs au but. Le Cameroun et la République centrafricaine, tous deux les représentants de l'Union des fédérations de football d'Afrique centrale (Uniffac) n'ont pas pu franchir cette étape.

Bourreau du Cameroun, le Ghana a décroché son ticket en s'imposant le 25 février 4-2 aux tirs au but après un score d'un but partout au temps réglementaire. La Gambie a démontré l'étendue de son talent en dominant le 26 février, au temps réglementaire, la République centrafricaine 3-0. L'Ouganda a battu le Burkina Faso aux tirs au but 5-3 après un score de 0-0 après prolongation. La Tunisie s'en remettait également aux tirs au but pour battre le Maroc 4-1 après un score de 0-0 au temps réglementaire. La finale se jouera le 6 mars prochain.

J.G.E.

## RÉFLEXION

## Sur le renouveau de l'Alliance atlantique

Le début du mandat présidentiel de Joe Biden est marqué de façon claire par la relance du dialogue entre les Etats-Unis et l'Europe que la doctrine de l'« America first », prônée et appliquée sans nuances par Donald Trump, avait sinon détruit du moins fortement ébranlé. S'il ne garantit pas aux Américains et aux Européens que l'entente durable issue des combats menés pour la liberté durant les deux guerres mondiales du siècle précédent est ou sera définitivement restaurée, il redonne à l'Alliance atlantique un nouveau souffle.

Un tel changement est d'autant plus important qu'il intervient dans le moment très particulier que vit le monde moderne avec, d'une part, le dérèglement climatique qui menace directement l'espèce humaine et, d'autre part, la mise en place de la nouvelle équation stratégique que

suscite l'installation de la Chine au premier rang des puissances de la planète. Deux données fondamentales que Donald Trump, milliardaire et de ce fait obnubilé par une vision purement capitaliste du monde, n'avait pas insérées dans son raisonnement mais que Joe Biden, lui, a placées clairement au cœur de la nouvelle diplomatie américaine.

Si l'on en juge d'après les propos et les discours que le nouveau président des Etats-Unis a tenus tout au long de la campagne ayant abouti à son élection fin 2020, mais aussi d'après les réflexions qui nourrissent sa propre biographie, « Tenir ses promesses », dont la version française vient tout juste de paraître (1) l'axe transatlantique est et doit redevenir un élément majeur de la diplomatie américaine. Même si des dissensions existent entre Washington et Bruxelles, notamment dans le champ économique, le maintien de

relations étroites dans le domaine de la défense, de la politique extérieure, de la coopération multiforme est perçu de nouveau à Washington comme une priorité.

Tout indique donc aujourd'hui que les autorités de Washington comme celles de Bruxelles s'emploieront dans les prochains mois à resserrer les liens qui les unissent pour faire en sorte que, face à la Chine et à la Russie, le camp occidental fasse mieux entendre sa voix, mieux faire valoir ses intérêts au sein de la communauté mondiale. La France et l'Allemagne, qui sont les deux principales puissances de l'Union européenne, y sont visiblement décidées de même que le Royaume-Uni qui a choisi, certes, de se retirer de cette communauté mais qui s'attache maintenant à se rapprocher encore plus des Etats-Unis.

L'avenir proche sera certainement

marqué par un renforcement de l'Axe transatlantique dont les effets se feront sentir dans toutes les régions de la planète qui se trouvent confrontées aujourd'hui à des conflits ou à des tensions meurtrières. Et dans ce nouveau contexte stratégique, l'on peut être certain que l'Afrique et tout particulièrement le Bassin du Congo en raison de son poids humain, de ses ressources naturelles, de son rôle essentiel dans la protection de la nature, figureront en bonne, très bonne place dans les nouvelles priorités du camp occidental.

Ce contexte favorable, les Etats concernés feraient bien de le prendre dès à présent en considération afin d'en tirer les bénéfices prévisibles.

Jean-Paul Pigasse

« Tenir ses promesses », par Joe Biden, Editions Michel Lafon,